N° 474365

Société Lombard et Guérin gestion

7^{ème} chambre jugeant seule

Séance du 25 janvier 2024

Lecture du 22 février 2024

Conclusions

M. Marc PICHON de VENDEUIL, Rapporteur public

On trouve toutes sortes d'antiquités aux « Puces » et, comme la présente affaire va vous le prouver, cela vaut aussi en matière de compétence juridictionnelle...

1. En l'occurrence, par une convention du 17 juin 2013, la ville de Paris a confié à la société Lombard et Guérin gestion « le soin d'assurer l'organisation, la gestion et l'entretien des marchés aux puces de la porte de Clignancourt et de la rue Jean-Henri Fabre (18^{ème} arrdt) », pour une durée de 5 ans.

En juillet 2018, lors de l'établissement du règlement des comptes de la délégation, la société a réclamé à la commune le rétablissement de l'équilibre initial du contrat dont elle estime qu'il a été gravement perturbé par deux séries de circonstances : d'une part, par la modification unilatérale des conditions de facturation des emplacements du marché Jean-Henri Fabre, d'autre part, par une baisse substantielle de la fréquentation que la société impute à des problèmes graves et récurrents d'insécurité et d'insalubrité, que la ville de Paris aurait laissé perdurer.

Les parties n'ayant pas trouvé d'accord, la société a porté ses réclamations devant le TA de Paris, qui les a rejetées, puis devant la CAA de Paris, qui a fait de

même par un arrêt du 21 mars 2023 qui fait l'objet du présent pourvoi.

2. Nous craignons que toutes les procédures antérieures n'aient été inutiles car, si vous nous suivez, vous ne pourrez que constater que la juridiction administrative est incompétente pour connaître du présent litige.

Il est vrai que, en principe, les conventions conclues entre les communes et les exploitants des marchés devraient, dans la mesure où elles satisfont un besoin de la commune¹ et où le titulaire, qui est rémunéré sur le produit de l'exploitation, se voit transférer le risque de l'exploitation, constituer des concessions² dont le contentieux relève du juge administratif en application du CCP ou du CG3P. C'est du reste comme cela que les parties ont raisonné ici puisqu'elles ont qualifié la convention litigieuse de délégation de service public conclue en application de l'article L. 1411-1 du CGCT.

C'était toutefois sans compter sur l'article 136 du décret du 17 mai 1809 relatif aux octrois municipaux et de bienfaisance, toujours en vigueur, qui est applicable aux droits de places perçus dans les halles et marchés et qui attribue spécialement compétence aux tribunaux judiciaires pour statuer sur toutes les contestations qui pourraient s'élever entre les communes et les fermiers de ces taxes indirectes, sauf renvoi préjudiciel à la juridiction administrative sur le sens et la légalité des clauses contestées des baux (CE 19 janvier 2011, *MM. A...*, n° 337870, p. 6 ; CE 9 mai 2011, *M. A... et autres c/ Commune de Persan*, n° 341118 ; CE 17 octobre 2016, *Commune de Villeneuve-le-Roi*, n° 398131, T. pp. 826-835-897).

Ce texte est appliqué de manière constante tant par le juge des conflits (TC 4 août 1877, *Commune de Langeac*, p. 827 ; 10 avril 1995, *Consorts A...-Geraud*, n° 02958, p. 494 ; 23 avril 2007, *Commune de Cabourg*, n° 3567, p. 594), que par la Cour de cassation (1^{ère} Civ. 24 avril 2013, *Commune de Sancoins c/ Les Fils de Mme G...*, n° 12-18.180, Bull. I, n° 89), que par vous-mêmes, sachant que cette

---

¹ L'exploitation des halles et marchés figure d'ailleurs parmi les SPIC aux articles L. 2224-18 et suivants du CGCT

² Voir sur ce point et sur ce régime juridique, G. Guiavarc'h, *Contrat administratif et compétence judiciaire*. L'exemple atypique de la gestion déléguée des halles et marchés, RFDA 2001, p. 93

attribution dérogatoire de compétence est extensive puisqu'elle inclut les litiges relatifs à l'occupation sans titre d'emplacements donnant lieu à paiement d'un droit de place (CE 24 juin 2013, *SARL Eldorado et Mme D...*, n° 348207, p. 178).

La seule réserve résulte de ce qu'il est nécessaire, pour que le décret de 1809 s'applique, que la convention confie au titulaire la perception des droits de place auprès des commerçants : ainsi, un contrat par lequel la commune verserait au titulaire le prix de prestations d'organisation du marché serait un marché qui relèverait de la compétence du juge administratif (CE 11 décembre 1963, *Ville de Colombes*, p. 611 ; CE 15 avril 1996, *Préfet des Bouches-du-Rhône c/ Commune de Lambesc*, p. 137).

Si, comme en l'espèce, cette condition est remplie, tous les litiges relatifs à l'exécution de la convention, qu'ils portent spécifiquement sur les droits de place ou sur tout autre obligation contractuelle³, relèvent de la juridiction judiciaire, les questions de validité de la convention ou de ses clauses pouvant être posées au juge administratif si elles soulèvent une difficulté sérieuse.

Le juge judiciaire apprécie d'ailleurs, par un raisonnement explicitement inspiré de votre jurisprudence « Béziers I », si l'exigence de loyauté des relations contractuelles ne fait pas obstacle à l'invocation d'une irrégularité du contrat (voir la décision *Commune de Sancoins c/ Les Fils de Mme G...* précitée).

En l'occurrence le litige porte précisément sur le montant des droits de place perçus par le cocontractant pour le compte de la commune. La circonstance qu'il porte aussi sur d'autres revendications contractuelles ne change rien à la compétence judiciaire, qui s'étend à l'ensemble de l'exécution du contrat.

Dans ces conditions, vous devrez accueillir le moyen d'erreur de droit tiré de ce que la CAA de Paris aurait dû soulever d'office l'incompétence de la juridiction administrative.

---

³ CE 14 janvier 1987, *Société des marchés de la région parisienne (SOMAREP) c/ Ville de Saint-Mandé*, n° 49838 : « si, en vertu de l'article 136 du décret du 17 mai 1809, la juridiction administrative est seule compétente pour statuer, par voie de question préjudicielle, sur le sens des baux conclus entre les communes et les fermiers des droits de place, toutes les autres contestations relatives à ces baux doivent être portés devant l'autorité judiciaire »

Par conséquent, vous réglerez l'affaire au fond et, après avoir annulé le jugement du tribunal administratif, qui est entaché du même vice, vous rejetterez la demande de la société Lombard et Guérin gestion, qui a été portée devant une juridiction incompétente pour en connaître.

Dans les circonstances de l'espèce, nous vous invitons à rejeter l'ensemble des conclusions des parties présentées au titre des frais d'instance.

Tel est le sens de nos conclusions.